

TCP/TUN/3202
Appui au développement et à la mise en place d'un système de contrôle des produits de
qualité liée à l'origine

PROGRAMME DE COOPERATION TECHNIQUE



République de Tunisie

Les Signes de Qualité Liés à l'Origine en Tunisie

Document de formation - 2010

Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation

SOMMAIRE

Préambule	3
<i>Module 1 : Les enjeux de la qualité et des signes de qualité: contexte international et tunisien.</i>	4
1.1 Les enjeux de la Qualité	4
1.2 Intérêt des Signes de Qualité liés à l'Origine	6
1.3 Émergence des SQO au niveau international	7
1.4 Indications géographiques et autres labels de qualité spécifique	7
<i>Module 2 : Développement de signes de qualité liée à l'origine au niveau local : Méthodologie du cercle vertueux</i>	8
<i>Module 3 : Identification</i>	10
3.1 Le lien au terroir	10
3.2 Les démarches AOC, IP en Tunisie	11
<i>Module 4 : Qualification</i>	12
4.1 Le contenu du cahier des charges	12
4.2 La construction du cahier des charges	13
<i>Module 5 : Rémunération</i>	14
5.1 Commercialisation des produits	14
5.2 Organisation des producteurs	15
5.3 Le contrôle et la certification	16
5.4 Exemples d'actions et démarches collectives en Tunisie	17
<i>Module 6 : Reproduction des ressources locales</i>	19
<i>Module 7 : Rôles des politiques publiques</i>	20
7.1 Définitions officielles des SQO : AO et IG	20
7.2 Exemple du cadre législatif et réglementaire en Union Européenne	21
7.3 Cadre législatif et réglementaire en Tunisie	22
7.4 Système d'accréditation et certification en Tunisie	26
7.5 La protection des IG et le droit des marques	29
Glossaire	30
Annexe :	
Fiche récapitulative avec références complémentaires	34
Présentations PowerPoint en CD-rom	

Préambule

Ce document de formation a été réalisé dans le cadre du programme de coopération technique (PCT) de la FAO « **Appui au développement et à la mise en place d'un système de contrôle des produits de qualité liée à l'origine** », en Tunisie en collaboration avec la Direction nationale du projet. Les objectifs principaux de ce projet étaient l'appui à la mise en place du cadre législatif et institutionnel des signes de qualité liés à l'origine et au développement de démarches durables.

Le renforcement des compétences des parties prenantes tant au niveau institutionnel, qu'au niveau des filières de production et des agents de développement (formateurs, facilitateurs, techniciens du développement agricole...) est un axe important et essentiel pour l'efficacité du dispositif dans le temps.

Un cycle de formation de formateurs sur les signes de qualité liée à l'origine a été réalisé les 9 et 10 novembre 2009 à Hammamet, à partir du contexte international, du cadre institutionnel et des expériences en Tunisie et des facteurs clefs pour leur développement à prendre en compte dans l'appui aux filières. Ces formations ont également été déclinées au niveau régional (Béja, Nabeul, Kairouan, Mahdia, Gabès).

A partir de ces matériaux de formation fournis, les modules de formation présentés dans ce présent document ont été élaborés afin de permettre aux acteurs concernés et intéressés par les signes de qualité liée à l'origine en Tunisie, puissent trouver toutes les bases pour se former, comprendre et agir dans ce domaine.

Les thématiques abordées sont les suivantes :

- Les enjeux de la qualité et des signes de qualité liée à l'origine: contexte international et tunisien.
- Développement durable d'un signe de qualité liée à l'origine au niveau local : Méthodologie du cercle vertueux de qualité lié à l'origine.
- La description des enjeux et processus à chaque étape de développement d'un signe de qualité liée à l'origine au niveau local : Identification, Qualification, Rémunération, Reproduction des ressources. Avec pour chaque étape, l'identification des facteurs clés de réussite et recommandations.
- Le rôle des politiques publiques et du dispositif de reconnaissance et protection de ces signes de qualité.

Le contenu du présent document constitue l'essentiel à retenir sur chaque thématique et complète ainsi les présentations Powerpoint classées en modules et rassemblées sur le CD joint à ce document.

A noter : la méthodologie présentée dans ce document est issue du Guide FAO « Territoire, produit et acteurs locaux : des liens de qualité. Un Guide pour promouvoir la qualité liée à l'origine et des indications géographiques durables » (<http://www.foodquality-origin.org/guide/index.html>).

Module 1

Les enjeux de la qualité et les signes de qualité: contexte international et tunisien.

Ce module introductif aborde la complexité du concept de qualité dans le domaine de l'agroalimentaire, et donne quelques définitions essentielles permettant de mieux cerner les enjeux de cette thématique. Les signes de qualité liée à l'origine (SQO) sont ainsi replacés dans le contexte plus global de la qualité : les SQO font partie de la grande famille des signes de qualité spécifique, qui permettent de différencier un produit sur le marché et ce, de manière volontaire de la part des producteurs. Un point est fait sur la situation des signes de qualité liée à l'origine au niveau international et tunisien.

Cf POWER POINT - Module 1 :Contexte – Introduction à la Qualité et aux Signes de Qualité Liés à l'Origine

1.1 Les enjeux de la Qualité

1.2 Intérêt des Signes de Qualité liés à l'Origine

1.3 Émergence des SQO au niveau international

1.4 Indications géographiques et autres labels de qualité spécifique

1.1- Les enjeux de la qualité

Qualité

La qualité des aliments est un concept vaste réunissant de nombreuses dimensions. Elles sont liées par le fait qu'elles correspondent de manière générale au besoin et/ou à l'attente du consommateur. La norme ISO 9000:2000 en donne par exemple une définition large: « *la qualité est l'ensemble des propriétés et caractéristiques d'un produit, d'un processus ou d'un service qui lui confèrent son aptitude à satisfaire des besoins implicites ou explicites* ».

Différents types de qualité

Selon les domaines, on peut citer différents types de qualité :

- La **sécurité sanitaire**, qui renvoie à qualité sanitaire des aliments en lien direct avec la protection de la santé du consommateur, et qui représente un minimum de qualité à assurer,
- La **qualité nutritionnelle**, pour assurer le bon fonctionnement de l'organisme, notamment au travers de l'apport de certains nutriments,
- la qualité liée à l'**absence d'allergènes**, en relation avec le nombre croissant de personnes allergiques, cette notion est souvent comprise dans la sécurité sanitaire.
- La **qualité liée à la préservation de l'environnement**, ce type de qualité est liée aux pratiques de production, les aliments issus de l'agriculture biologique en sont un exemple.
- D'autres domaines de la qualité sont liés à la culture et la religion, on peut mentionner notamment la **qualité Halal**.
- La **qualité liée à l'origine et aux traditions locales** représente un autre type de qualité qui a à voir avec les pratiques de production et l'identité du produit lorsqu'ils possèdent des caractéristiques essentiellement dues au lieu de production et de transformation, ce qui peut inclure des aspects culturels,

- La **qualité éthique et sociale** avec le développement de labels sur le commerce équitable, ici les caractéristiques du produit sont liées à la manière dont est répartie la valeur ajoutée au long de la chaîne alimentaire dans un souci d'équité, notamment pour les petits producteurs.
- la **qualité liée au bien-être animal**, aspect de plus en plus pris en compte dans les réglementations liés aux produits animaux et le développement de certains labels de type privé.

Afin d'assurer la protection du consommateur et le fonctionnement adéquat des marchés, il revient aux pouvoirs publics d'encadrer ces différents aspects de la qualité. Deux approches, sont alors utiles à considérer : la « qualité générique » et la « qualité spécifique ».

Qualité générique

La qualité générique correspond à un niveau minimum de qualité que les aliments doivent respecter pour être mis sur le marché. Elle renvoie à l'absence de défaut et la présence de propriétés attendues afin d'assurer la protection de la santé des consommateurs et les pratiques loyales sur les marchés. Elle correspond souvent à des normes obligatoires pour la mise en marché d'un produit, afin d'assurer la sécurité sanitaire du produit et le bon fonctionnement du marché. Elle a donc un caractère normatif, les gouvernements devant assurer la sécurité, la santé et l'information des consommateurs dans leur mission de protection de l'intérêt général. Dans ce domaine, on peut citer le travail réalisé au sein du Codex Alimentarius, fruit du travail de FAO et l'OMS depuis 1961, qui offrent un semblant de normes, directives et méthodologies au niveau international pour protéger la santé des consommateurs et faciliter les échanges commerciaux.

Qualité spécifique

La qualité spécifique correspond à une démarche supplémentaire (la qualité générique est un pré requis) et volontaire (dépend de la décision des producteurs) pour valoriser sur le marché des caractéristiques spécifiques du produit qui peuvent être liées à sa composition, ses méthodes de production ou sa commercialisation, permettant ainsi de différencier le produit par rapport au produit courant se trouvant sur le marché. Ces caractéristiques renvoient souvent à des attentes sociales croissantes, tels que la préservation de l'environnement (ex : agriculture biologique), des échanges plus justes (ex : commerce équitable) et la valorisation d'un patrimoine (ex : produit du terroir).

La qualité spécifique naît donc d'une stratégie des producteurs en termes de segmentation des marchés, de différenciation des produits et de création de valeur ajoutée en relation avec les attentes des consommateurs. La qualité spécifique peut ainsi être considérée comme une des voies de développement et d'organisation des filières agricoles et agroalimentaires autour de la production et de la commercialisation de produits différenciés.

Les produits de qualité spécifique présentent donc des caractéristiques communes :

- ils sont issus d'une démarche volontaire pour différencier le produit et répondre à une attente particulière
- leurs attributs spécifiques sont définis dans un cahier des charges ou norme
- leur différenciation suppose une information du consommateur sur ces attributs, grâce à un label, signe de qualité etc.
- le respect de la norme doit être garanti grâce à un système de vérification ou certification

Qualité spécifique liée à l'origine et réputation

Certains produits alimentaires et agricoles présentent des caractéristiques de qualité spécifiques, qui peuvent les rendre célèbres en raison de la particularité de leur lieu de production et de leur environnement naturel et humain. On appelle ces produits : produits d'origine ou produits de terroir, ils peuvent être différenciés et identifiés par des signes de qualité liée à l'origine telles que les Appellations d'Origine (AO) ou les Indications Géographiques (IG).

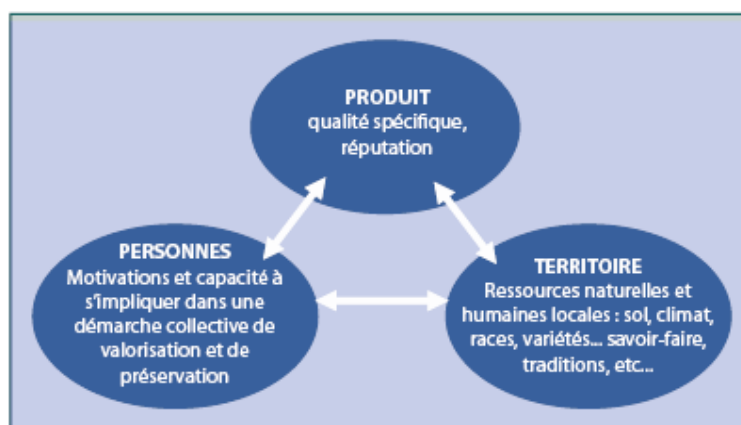
La qualité spécifique liée à l'origine géographique d'un produit peut être définie d'un point de vue gustatif, visuel, symbolique, savoir faire, ressources naturelles particulières etc. en relation avec son origine et mode de production: ces caractéristiques sont spécifiques du territoire où il est produit, en relation avec son histoire, les matières premières, les pratiques de production et de transformation, les traditions locales. Le concept de réputation se réfère à la notoriété acquise par un produit sur le marché et dans la société. La réputation résulte d'habitudes et traditions de consommation qui se construisent au cours du temps.

1.2- Intérêt des Signes de Qualité liés à l'Origine

Les Signes de Qualité liés à l'Origine SQO sont des signes distinctifs qui associent les produits de qualité et de renommée à leur lieu de production. Les SQO différencient le produit d'origine des autres produits concurrents sur le marché. Cette différenciation permet une meilleure valorisation économique grâce à un prix de vente plus élevé ou à un accès aux marchés de niche.

La condition fondamentale est que la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques spécifiques du produit soient liées à son origine géographique, en vertu par exemple du climat, du savoir-faire ou d'autres connaissances profondément enracinées dans un territoire donné. Les SQO permettent d'identifier des produits de qualité qui sont le fruit d'interactions entre le produit, le territoire dont il est issu et les acteurs locaux de ce territoire (agriculteurs, artisans, consommateurs ...), ce qui représente le terroir (Cf. définition en module 2).

Figure 2: Interaction entre les acteurs locaux, le produit et le territoire



De nombreux exemples existent au travers le monde et en Tunisie, de produits du terroir, ayant une qualité spécifique liée à l'origine et étant reconnus au travers d'une « indication géographique » : Champagne, Tequila, Café de Colombie dans le monde et en Tunisie : grenade de Gabès, pommes de Sbibba, dattes Deglet Nour etc...

Tous ces noms sont autant d'indication géographique (IG), c'est-à-dire :

- ♦ un nom de lieu ou de pays qui identifie l'origine, la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques d'un produit.
- ♦ propre à un lieu et un savoir faire local en lien avec un environnement particulier (le terroir) et, cela leur appartient collectivement aux gens qui produisent depuis des générations

Cette IG est porteuse d'une réputation fait que ce produit peut être reconnu grâce à un label (SQO), recherché et donc vendu plus cher, et donc imité ou usurpé, d'où la nécessité de protéger l'utilisation de l'IG.

Les SQO sont donc à la fois un moyen de valoriser le patrimoine agricole d'une région, une opportunité pour avoir de meilleurs prix de vente, une possibilité de s'organiser collectivement face au marché, et une reconnaissance de la qualité.

1.3 Émergence des SQO au niveau international

La mise en œuvre des SQO est aujourd'hui un phénomène mondial. Sur tous les continents, de nombreux pays mettent en place des réglementations permettant de reconnaître, protéger et valoriser les produits de qualité liés à l'origine. Les SQO sont adossés à un puissant cadre législatif international, défini dans le cadre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), notamment depuis 1995 dans les accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Ces accords reconnaissent l'existence d'une qualité, réputation, ou autres caractéristiques liées à l'origine géographique d'un produit IG et les protègent en tant que droits de propriété intellectuelle.

De plus, l'Arrangement de Lisbonne (1958) définit les Appellations d'Origine (AO) qui constituent une catégorie plus restreinte d'IG au sens de la définition ADPIC.

Définitions internationales (OMC) :

Indication géographique (Article 22.1 de l'accord sur les ADPIC): indications qui servent à identifier un produit comme étant originaire d'un territoire d'un membre (de l'OMC) ou d'une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique.

Appellation d'origine (Arrangement de Lisbonne): appellation d'origine, au sens du présent Arrangement, la dénomination géographique d'un pays, d'une région ou d'une localité servant à désigner un produit qui en est originaire et dont la qualité ou les caractères sont dus exclusivement ou essentiellement au milieu géographique, comprenant les facteurs naturels et les facteurs humains.

1.4 Indications géographiques et autres labels de qualité spécifique

Les Signes de Qualité liés à l'Origine font partie de la famille plus large des signes de qualité spécifique qui permettent de différencier les produits par rapport aux concurrents en mettant en avant un caractère spécifique (environnemental, social, géographique et/ou traditionnel...). Les signes de qualité spécifique ont pour point commun qu'ils constituent une démarche volontaire de la part des producteurs.

Exemples de signes de qualité spécifique :

- Mise en avant de la qualité liée à l'origine géographique et au terroir : ex : AO/IG
- Préservation de l'environnement : ex : Agriculture biologique
- Respect des producteurs et rémunération plus juste : ex : commerce équitable
- Critère « Tradition et savoir faire » : ex : Spécialité Traditionnelle Garantie ou label rouge (France).

Module 2

Développement durable de signes de qualité liée à l'origine au niveau local : méthodologie du cercle vertueux.

Ce module présente la méthodologie développée dans le Guide FAO pour mettre en place des Indications géographiques durables afin que celles-ci constituent de véritables outils de développement rural. La présentation de cette méthodologie permet d'identifier les différentes étapes de la mise en œuvre d'une IG au niveau local, étapes qui seront ensuite présentées en détail, une à une dans les modules suivants.

Cf POWER POINT - Module 2

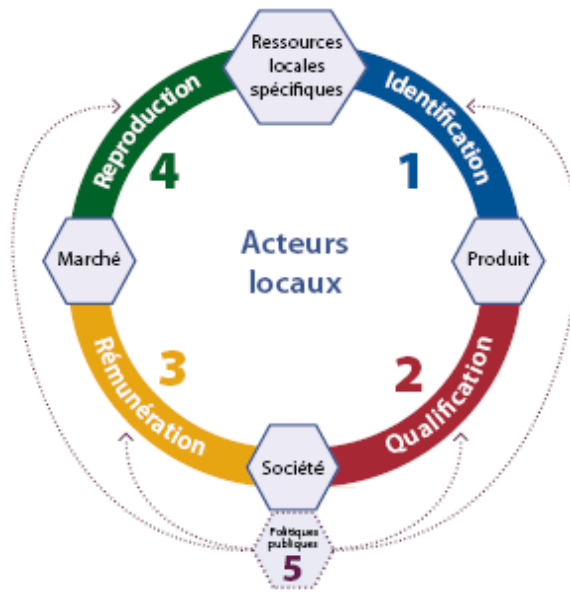
*Développement d'Indications Géographiques durables au niveau local :
Méthodologie du cercle vertueux de qualité liée à l'origine*

Les produits d'origine sont des produits différenciés ou différenciables sur la base de leur identité locale ou typicité : leur identification en tant qu'indication géographique (au sens large donc tout SGO) se justifie par le contexte local particulier dont ils sont issus et qui leur confère, aux yeux du consommateur, une particularité, une qualité ou une réputation spécifiques.

La promotion de ces produits peut être à la base d'un processus de développement durable basé sur un cercle vertueux de qualité : la valorisation de leur qualité liée à l'origine peut générer des effets positifs en termes économiques, sociaux et environnementaux. En outre, ces effets peuvent être renforcés au fil du temps par la préservation même des ressources locales utilisées.

Ce cercle vertueux correspond à un processus de création de valeur et de préservation en quatre étapes (voir schéma ci-dessous). A partir de la prise de conscience du potentiel du produit, les acteurs locaux peuvent décider de lancer un projet collectif destiné à créer de la valeur tout en préservant les ressources locales. La valorisation économique provient de la reconnaissance du produit par les consommateurs et sur les marchés concernés ; elle peut être renforcée par la reconnaissance officielle et la protection juridique de l'IG. La durabilité de ce système de production et de promotion du produit d'origine dépendra à la fois de la rémunération par le marché et de la reproduction des ressources locales.

Schéma n° 1 : le cercle vertueux de qualité liée à l'origine



Les principales étapes du cercle vertueux de qualité liée à l'origine sont les suivantes :

1. Identification : prise de conscience et évaluation, à l'échelle locale, du potentiel du produit
2. Qualification du produit : mise en place de règles présidant à la création de valeur et à la préservation des ressources locales
3. Rémunération du produit en lien avec sa commercialisation
4. Reproduction des ressources locales renforçant la durabilité du système
5. Les politiques publiques fournissent le cadre institutionnel et une éventuelle assistance au fil des étapes du cercle.

Tout au long de ce processus, les acteurs locaux (production et commercialisation) et ceux externes au système de production (instances publiques, ONG, centres de recherche et développement...) jouent un rôle essentiel.

Le cadre institutionnel (politiques et réglementations publiques) constitue lui aussi un rouage important dans la promotion et la régulation de la qualité liée aux productions localisées.

Module 3

Etape 1 : Identification

La première étape du processus d'activation est l'identification précise du produit et des ressources locales nécessaires à sa production. Cet aspect repose en grande partie sur la prise de conscience par les producteurs locaux du potentiel associé aux ressources locales spécifiques : c'est ce qui constitue la base de l'action collective visant à faire reconnaître la valeur du produit.

Cf POWER POINT - *Module 3 : Identification*

3.1 Le lien au terroir

3.2 Les démarches AO et IP en Tunisie

L'identification de la réputation et des ressources spécifiques impliquées, ainsi que de leur lien avec la qualité spécifique du produit, peuvent aussi nécessiter des études et des analyses scientifiques, que ce soit au niveau des ressources (ex. : analyse de sol, histoire du produit), ou du produit et de sa réputation (dégustation, enquêtes auprès des consommateurs, etc.). A ce stade, l'appui externe est tout aussi important que les compétences techniques et scientifiques particulières.

L'identification du produit doit tenir compte :

- De la qualité spécifique du produit liée à sa zone de production (en quoi est-il différent des autres produits, caractéristiques visuelles, organoleptiques etc.)
- De la réputation (connaissance et image positive du produit pour les consommateurs)
- De l'histoire
- Du savoir faire des producteurs (pratiques culturelles, traditions...)
- Des ressources naturelles locales spécifiques (race, variété, climat, sol etc.)

Il est aussi important d'étudier le marché dès cette première étape : la demande du marché doit être prise en compte dans l'évaluation du potentiel d'un produit.

3.1- Le lien au terroir

La libéralisation et la globalisation des marchés entraîne une concurrence de plus en plus forte et internationale. Les circuits de commercialisation s'allongent et les produits ont tendance à se standardiser. Dans ce contexte, la valorisation des produits typiques et des produits de terroir peut représenter une stratégie intéressante pour préserver certains modes de production et produits non compétitifs sur le marché global.

La notion de "terroir"

Un terroir est un espace géographique délimité où une communauté humaine a construit au cours de son histoire un savoir intellectuel collectif de production, fondé sur un système d'interactions entre un milieu physique et biologique, et un ensemble de facteurs humains. Les savoir-faire mis en jeu révèlent une originalité, confèrent une typicité et engendrent une réputation pour un produit originaire de ce terroir.

Les produits de terroir constituent donc une alternative à la standardisation des produits, car ils préservent la diversité des systèmes de production locaux et artisanaux. La valorisation de

ces produits de terroir peut encourager des systèmes de production durables et des circuits de distribution courts assurant une meilleure répartition de la valeur ajoutée. Les savoir-faire locaux et les traditions sont reconnus et mieux préservés.

Le lien au terroir peut donc représenter un atout pour ces produits, qui sont aujourd'hui recherchés par les consommateurs. La protection et la valorisation des produits de terroir peuvent se faire par la mise en œuvre de Signes de Qualité liés à l'Origine, telles que les Appellations d'Origine Contrôlées et les Indications géographiques protégées.

Tout l'enjeu de la phase d'identification est de définir le potentiel du produit en termes :

- de qualité liée à l'origine : quels sont ses attributs liés à l'origine ? sont-ils valorisables sur le marché ?
- de dynamique locale : existe-t-il un potentiel humain, une motivation pour une démarche collective de valorisation ?

C'est pourquoi, cette phase suppose une sensibilisation des acteurs locaux pour se mobiliser autour du projet local.

Les attributs distinctifs du produit typique doivent être appuyés par des arguments justifiant les opérations qui doivent se dérouler obligatoirement dans l'aire géographique. Ces attributs sont liés aux différentes composantes du terroir : humaines, techniques, culturelles, symboliques) et leur identification et caractérisation peut nécessiter un certain nombre d'études, d'où l'importance de mobiliser un réseau de soutien à la démarche.

3.2- Les démarches AO et IP en Tunisie

La Tunisie entreprend actuellement des démarches pour mettre en place un système afin de protéger et de reconnaître les SGO. Divers projets d'indication géographique sont en cours tant sur les produits d'origine animale (Viande d'agneau de race Noir de Thibar BEJA, Fromage au lait de Brebis de race Sicilo-Sarde BEJA, Ricotte au lait de Brebis de race Sicilo-sarde BEJA, Viande d'agneau de race Barbarine du Centre Tunisien (Sidi Bouzid / Kairouan), Crevettes Royales de Gabès), que sur les produits d'origine végétale (Grenades de Gabès, Huile d'olives, Pommes de Sbiba, Dattes « Deglet Nour » de Tunisie, Tomates Géothermales du Sud tunisien, Artichauts de la basse vallée de Medjerda, Figues de Djebba).

Deux Indications de Provenance (IP) ont été officiellement reconnues en 2009, la Grenade de Gabès, la Pomme de Sbiba. L'identification du potentiel de ces produits a été réalisée grâce à différentes activités : évaluation de la notoriété des produits, de leur spécificité, inventaires des bonnes pratiques agricoles mises en œuvre et participant à la spécificité... Ces étapes ont permis ensuite de rédiger les cahiers des charges et de délimiter l'aire géographique de ces deux produits (plus d'info sur le CdC et la zone géographique dans le module suivant)

Module 4

Etape 2 : Qualification

La phase de qualification est le processus par lequel la société (consommateurs, citoyens, instances publiques, autres acteurs de la chaîne de valeur, etc.) sera en mesure de reconnaître la valeur associée au produit d'origine. La qualification implique d'une part une description précise, faisant l'unanimité au sein des producteurs, des caractéristiques de la région de production, du processus de production et des attributs de qualité du produit. D'autre part, la qualification consiste à recourir aux outils adéquats visant à identifier, protéger et mettre en valeur ces caractéristiques. En ce sens, l'identification et l'attribution d'une indication géographique (IG) jouent un rôle essentiel pour signaler le lien entre le produit, sa région de provenance et sa qualité spécifique, faisant du produit d'origine un « produit IG ».

Cf POWER POINT - *Module 4 : Qualification*

4.1 Le contenu du cahier des charges

4.2 La construction du cahier des charges

La qualification nécessite que les producteurs locaux définissent le cahier des charges contenant les critères clairs et les exigences permettant d'obtenir cette qualité spécifique (ce qui revient à définir les règles). Les producteurs de la région concernée doivent donc établir ces règles conjointement et les mettre en œuvre de manière à garantir la qualité spécifique attendue. Ce processus est essentiel, que ce soit pour fournir au consommateur une qualité liée à l'origine définie, ou pour veiller à ce que la reproduction des ressources locales (préservation et amélioration) soit gérée de façon adéquate.

4.1- Le contenu du cahier des charges

Le cahier des charges

Le cahier des charges est l'élément clef pour définir et faire reconnaître la qualité, les caractéristiques et la réputation d'un produit: il permet de définir des règles de production communes à tous les producteurs du SOQ (IG) garantissant la qualité et la spécificité du produit. Il est donc important que ce cahier des charges soit défini collectivement avec tous les producteurs concernés. Le cahier des charges comprend:

- le nom du produit
- la description détaillée du produit (physique, chimique, organoleptique...)
- la description de la méthode d'obtention du produit
- la délimitation de l'aire géographique
- les éléments prouvant que le produit est originaire de l'aire géographique délimitée
- les éléments justifiant le lien entre la qualité, la réputation ou une autre caractéristique du produit et le milieu géographique,
- le nom et l'adresse des autorités ou organismes vérifiant le respect des dispositions du cahier des charges, ainsi que leur mission précise
- toute règle spécifique d'étiquetage pour le produit en question.

Lors de l'élaboration du cahier des charges, il est nécessaire de prévoir aussi un plan de contrôle qui permettra par la suite de contrôler la conformité des pratiques des producteurs avec le cahier des charges et ainsi d'offrir une garantie aux consommateurs.

La zone géographique

La délimitation de la zone géographique est une étape fondamentale car seuls les producteurs de cette zone et respectant le cahier des charges peuvent utiliser l'IG. Cette délimitation doit être argumentée par le fait qu'elle confère la qualité, caractéristiques ou réputation du produit au travers d'un ensemble de facteurs locaux (facteurs pédoclimatiques, physiques et naturels, savoir-faire localisés, histoire locale ayant construit une réputation, en somme : le « terroir »). La délimitation n'est donc pas forcément une limite administrative. L'essentiel est que ces caractéristiques permettent de différencier la zone de l'IG des zones adjacentes, afin de créer une identité.

Les facteurs à prendre en compte pour la délimitation de la zone géographique sont divers (CF PPT module 4.2) : facteurs écologiques (sols, climat, races, variétés...) ; savoir-faire locaux ; l'histoire du produit ; la réalité économique actuelle ; l'origine des matières premières ; l'existence d'un zonage préalable ... Ces facteurs doivent avoir un impact sur la spécificité du produit et donc le lier de manière claire à son territoire.

4.2- La construction du cahier des charges

La rédaction du cahier des charges est un processus long et complexe qui requiert la participation et l'implication des acteurs locaux pour se mettre d'accord sur les règles (exigences qui devront être ensuite appliquées par eux), souvent avec le soutien externe de facilitateurs (conseillers techniques, scientifiques, autorités publiques). Chaque règle retenue doit être choisie avec soin et faire l'objet d'une négociation et au final d'une décision partagée.

Les acteurs locaux et/ou facilitateurs de la démarche doivent donc mettre en œuvre les moyens pour :

- Inclure toute la filière : producteur, transformateur, transporteur, préparateur, distributeur, exportateur, importateur si possible et le cas échéant
- Inclure les acteurs extérieurs : experts, clients, consommateur
- Utiliser des apports/avis scientifiques: sciences des aliments, agronomes, pédologues, écologues, cartographes, spécialistes du développement rural
- Se coordonner avec les régulateurs : autorités, services de l'Etat, collectivités

La rédaction du CdC peut aussi constituer une bonne occasion pour les producteurs de travailler et réfléchir à l'amélioration de leurs pratiques et donc de la qualité du produit.

En conclusion :

- 1) Les éléments indiqués dans le cahier des charges doivent être :
 - ciblés sur les aspects déterminant la spécificité et l'originalité du produit
 - mesurables et contrôlables, afin de permettre un contrôle de conformité du produit.
- 2) Le cahier des charges doit contenir :
 - des obligations de moyens liées aux techniques de fabrication
 - des obligations de résultats liées au produit final.
- 3) Les règles choisies doivent être partagées par l'ensemble des producteurs concernés.

Module 5

Etape 3 : Rémunération

La phase de rémunération correspond aux mécanismes par lesquels la société rétribue les producteurs pour les services associés au produit de terroir : attributs spécifiques de la qualité intrinsèque, préservation et promotion des ressources naturelles ou culturelles, etc. La rémunération du produit doit couvrir le coût de production, souvent plus élevé que celui des produits industriels ou importés, afin d'assurer un certain niveau de rentabilité, donc de durabilité.

Ce module traite donc des problématiques de commercialisation des produits de qualité liée à l'origine : potentiel économique des SQO, conditions pour assurer une plus-value pour les producteurs, l'intérêt de créer une organisation collective afin de mieux gérer cette commercialisation... Les problématiques de contrôle et de certification qui influencent aussi la confiance qu'accorderont les consommateurs à la démarche, et sont donc un point important dans la démarche de mise en place d'un SQO.

Cf POWER POINT - *Module 5 : Rémunération*

5.1 Commercialisation des produits IG

5.2 Organisation des producteurs

5.3 Le contrôle et la certification

5.4 Exemples d'actions et démarches collectives en Tunisie

5.1- Commercialisation des produits IG

L'un des principaux mécanismes de rémunération est le marché (à la fois en termes d'accès ou de prix plus élevé). Il est également possible d'obtenir la rémunération de ressources locales spécifiques via des mécanismes hors marché. En effet, les mécanismes du marché ne peuvent récompenser intégralement certaines valeurs d'un produit comme, par exemple, la valeur totale d'une ressource locale (une race traditionnelle ou variété locale, un système particulier de gestion des terres, la préservation d'un paysage, etc.). Si tel est le cas, il peut s'avérer nécessaire de récompenser ces valeurs par une intervention publique (par exemple une aide financière ou une assistance technique publique).

L'objectif de la phase de rémunération est de valoriser le produit sur le marché afin d'améliorer les revenus des producteurs et ainsi assurer la durabilité économique du système IG.

Les étapes à suivre pour réussir la commercialisation sont les suivantes :

- 1) Connaître le marché : la demande des consommateurs, exigences du marché...
- 2) Cibler : choisir un segment de marché (par exemple : urbain, nostalgique, connaisseurs ...)
- 3) Choisir le circuit de distribution
- 4) Promotion, communication et certification : étiquetage et garantie.

La conséquence la plus fréquente des démarches SQO est la plus-value du produit sur le marché. La mise en place d'un SQO permet souvent au produit de se vendre plus cher que les

produits concurrents similaires, ce qui prouve qu'une certaine catégorie de consommateurs sont prêts à payer plus cher pour avoir un produit de qualité dont ils connaissent et apprécient l'origine.

5.2- Organisation collective des producteurs

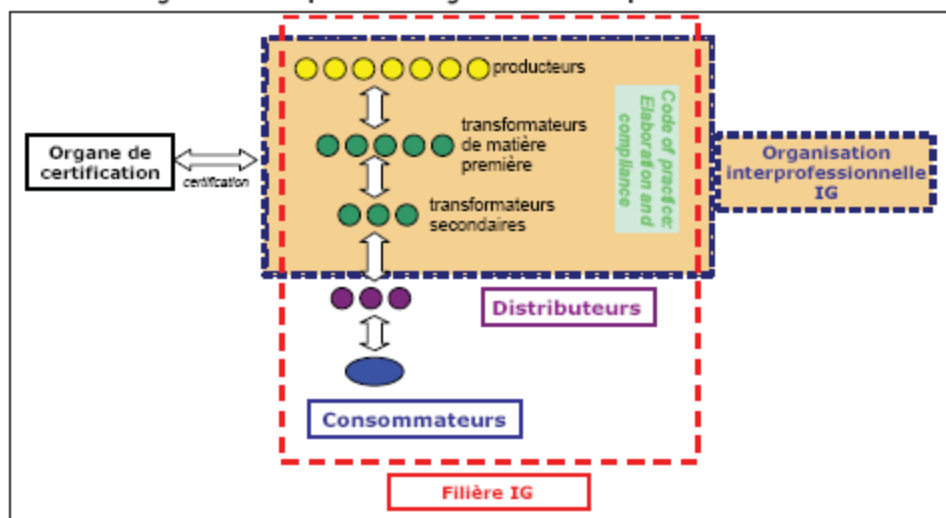
La commercialisation du produit IG requiert une stratégie collective visant à gérer l'atout collectif de création de valeur : la réputation. Ainsi, une structure collective pour la gestion du système IG de production et commercialisation a son importance et constitue un facteur de succès dans les démarches IG.

L'organisation doit représenter tous les acteurs du système de production IG, pour intervenir dans différentes étapes et activités du système IG :

- Déposer la demande de reconnaissance et protection
- Gérer le cahier des charges
- Surveiller que le cahier des charges est appliqué (contrôle interne)
- Promouvoir et le cas échéant commercialiser le produit SOQ
- Rassembler tous les adhérents au cahier des charges

Sa structure formelle peut revêtir diverses formes : association, consortium, coopérative ou organisation interprofessionnelle, etc. (Cf exemple de l'organisme de défense et de gestion (ODG) en France est donné dans les modules PPT). Cette organisation peut inclure des acteurs actifs à différents niveaux de la filière IG : producteurs de matière première, transformateurs primaires, secondaires, et le cas échéant des intermédiaires et des distributeurs (voir figure ci-dessous). Bonne représentativité des différents acteurs, transparence et démocratie dans les processus de décision sont des facteurs clés pour le succès d'une telle organisation collective.

Figure 1 : Exemple d'une organisation interprofessionnelle IG



5.3 Le contrôle et la certification

D'autres éléments importants de la commercialisation sont l'étiquetage et la mise en place d'un système de contrôle et de vérification, qui vont permettre d'informer le consommateur et de garantir la qualité spécifique du produit. La réputation du produit IG étant partagée entre tous les acteurs utilisant l'IG pour commercialiser leur produit, il est nécessaire de mettre en place au niveau local un système de garantie afin de s'assurer que tous respectent bien les règles établies dans le cahier des charges. Cela permet ainsi de garantir d'une part que les consommateurs ne soient pas trompés et d'autre part que les producteurs honnêtes ne souffrent pas de concurrence déloyale.

L'efficacité de la protection dépendra donc de l'efficacité de ces systèmes de contrôle et certification qui permettent d'assurer que l'IG est bien utilisée uniquement par les acteurs légitimes, c'est-à-dire ceux qui respectent les règles définies dans le cahier des charges, offrant ainsi aux consommateurs une garantie sur la qualité et l'origine du produit. Le défi consiste alors dans la mise en place d'un système de garantie efficace, crédible et financièrement accessible.

Différents types de système peuvent être mis en place et combinés :

Tableau récapitulatif des différents systèmes de certification

Type de système	Qui effectue le contrôle ?	Adapté pour
Système de garantie de type "Première partie"	Autocontrôle par les producteurs ou par l'association de producteurs	Marchés locaux
Système de garantie de type "Seconde partie"	Intermédiaire commercial	Souvent utilisé par les supermarchés
Système de garantie de type "Tierce partie" = Certification	Organisme de contrôle externe et indépendant	Exigé pour les marchés internationaux
Système de garantie participatif	Producteurs + acheteurs + consommateurs + autorité publique	Marchés locaux

Un point essentiel pour le système de garanties est l'élaboration et la mise en œuvre du plan de contrôle associé au cahier des charges. Le plan de contrôle est établi à partir :

- des points critiques qui doivent être contrôlés, (et leur valeur)
- des méthodes de contrôle et le moment
- des fréquences des contrôles et l'échantillonnage (tous les producteurs, ou xx% par an)
- des sanctions en cas de non-conformité
- les documents attestant des contrôles effectués (particulièrement pour l'autocontrôle et la traçabilité);

Il est important de définir dès le début *qui fait quel contrôle et comment* pour chacun des exigences à vérifier :

- le producteur doit toujours veiller à respecter les exigences du cahier des charges (autocontrôle)
- une organisation des producteurs peut contrôler un certain nombre de points (contrôle interne) en bénéficiant d'économies d'échelle et permettant de simplifier le contrôle externe ; par exemple il peut vérifier les aspects organoleptiques en organisant des jury de dégustation
- contrôle externe : soit par les autorités publiques soit un organisme privé agréé par les autorités publiques

Tableau: Exemple de définition d'un plan de contrôle

source : *extrait du guide FAO*

1- Critère = exigences défini dans le CdC	2- Comment le contrôler ?	3- Qui effectue les contrôles ? (au moindre coût)	4- Quels documents attestent des contrôles?	5- Quand les contrôles doivent-ils être effectués ?	6- Quelle est la fréquence et la portée (tous les producteurs, échantillon ?)
Exemple : Variété(s) obligatoire(s) de fruit	Variétés existantes dans les vergers	Experts des variétés de fruit, notamment pour les variétés concernées	Fiche d'inventaire officielle ; enregistrement des greffons provenant d'une source autorisée	Avant la certification initiale d'un nouveau candidat	Une fois. Tous producteurs
	Nouveaux plants		Fiche d'inventaire officielle établie à partir des certificats délivrés par les pépiniéristes ou les propriétaires des vergers d'où proviennent les greffons	Après l'annonce de nouvelles plantations par un producteur	Une fois. Tous producteurs
	Contrôles sur site	Les inspecteurs de la production annuelle (sécurité alimentaire, rendements, etc.) doivent noter tout changement dans les vergers ne correspondant pas à la fiche d'inventaire	Rapport de contrôle	Entre 1 et 2 mois avant la période habituelle de cueillette	1 fois/an Au moins 50 % des producteurs
	Typicité du produit final en fonction de la variété de fruit	Commission d'experts pour les tests organoleptiques du produit final	Rapport d'évaluation pour chaque échantillon	Pendant les premiers jours de cueillette (fruits frais) ou à un moment déterminé, juste avant la mise en vente des produits	1 fois/an Tous les utilisateurs de l'IG
.....			
			

5.4 Exemples d'actions et démarches collectives en Tunisie

Les actions collectives autour des deux Indications de Provenance actuellement reconnues (Grenade de Gabès et Pommes de Sbiba) a concerné notamment la mise en place d'un système de contrôle (rédaction du plan de contrôle) et un programme de promotion commerciale (design d'un logo collectif et création de matériel de communication). Le plan de contrôle comprend pour chaque étape de la production et chaque opérateur :

- les différents points à contrôler
- ainsi que les détails du mode de contrôle (fréquence, auto-contrôle ou contrôle externe ...)
- et la grille de sanctions à appliquer en cas de non-conformité.

Diverses actions de promotion ont été réalisées pour promouvoir ces deux fruits : participation à des foires, création d'un logo collectif puis d'affichettes, présentoirs, étiquettes etc...

La viande ovine Noire de Thibar de Beja a aussi bénéficié d'un important travail collectif au sein du Groupement d'Éleveurs. La rédaction du Cahier des charges a été suivie par la réalisation d'un test de commercialisation en collaboration avec des partenaires de la filière afin de tester la réaction des consommateurs et de travailler sur le système de traçabilité.

Les éleveurs se sont engagés à fournir des agneaux Noir de Thibar à un distributeur (supermarché) tout en respectant les normes sanitaires et hygiéniques de ce partenaire et en garantissant l'origine des agneaux grâce à un système de traçabilité du champs jusqu'au magasin en passant par l'abattoir.

Ce test a permis d'apprécier la réaction des consommateurs par rapport au produit (possibilité de vente à un prix supérieur) mais aussi de créer des liens avec les potentiels distributeurs futurs et d'évaluer les efforts à fournir en terme d'hygiène et traçabilité pour être en mesure d'approvisionner la grande distribution (évaluation des coûts).

Module 6

Etape 4 : Reproduction des ressources locales

La reproduction du système signifie que les ressources sont préservées, renouvelées et améliorées tout au long du cycle afin d'assurer la durabilité du système dans lequel s'inscrit le produit d'origine, et ce à long terme, garantissant ainsi l'existence même du dit produit. Par conséquent, la phase de reproduction dépend d'abord de l'évaluation de la mise en œuvre des étapes précédentes (identification, qualification et rémunération) et de leurs impacts sur les trois dimensions du territoire : économique, sociale et environnementale.

En outre, la reproduction des ressources locales, y compris la réputation accrue du produit d'origine et de son territoire, peut générer des effets positifs sur d'autres activités économiques et sociales locales. Pour cette étape, il est donc intéressant de mettre en œuvre une stratégie étendue au niveau territoire (stratégie territoriale).

Cf. POWER POINT - Module 6 : Reproduction des ressources locales

La reproduction des ressources locales spécifiques n'est pas automatique, même si la production devient plus lucrative. En effet, celle-ci dépend largement de l'attitude des acteurs locaux, de leur manière de gérer les relations économiques et les ressources locales. La reproduction implique des règles de distribution équitables tout au long de la filière : à la fois entre les acteurs du système productif local et ceux du marché, et au sein même du système productif local. La phase de reproduction des ressources locales doit aussi veiller à ce que l'activité économique n'ait pas d'impact négatif sur l'environnement, le paysage, la culture, les traditions et le tissu social.

Il est essentiel, pour les acteurs locaux, de se poser un certain nombre de questions afin d'évaluer l'impact de leurs stratégies et de leurs actions sur les ressources locales et la durabilité, de comparer les objectifs individuels et collectifs au cours du temps. En effet, le contenu du Cahier des charges peut avoir des conséquences importantes sur les aspects économiques, sociaux et environnementaux. La préservation de la biodiversité, les possibilités de surexploitation, la préservation des cultures et des traditions ainsi que les impacts économiques sur le territoire doivent être pris en compte lors de l'élaboration du Cahier des charges de l'IG.

Rôles des politiques publiques

Les acteurs de la sphère publique (autorités nationale, régionale et locale, autres instances et institutions représentant l'intérêt public) peuvent jouer un rôle important dans le développement local des produits d'origine afin de renforcer leur contribution positive au développement rural et durable.

Pour commencer, ils peuvent fournir un cadre juridique et institutionnel permettant la reconnaissance, la réglementation et la protection des droits de propriété collective sur les IG. Les cadres institutionnels et législatifs internationaux, européens et tunisiens pour les SQLO sont présentés dans ce module.

De plus des politiques publiques favorables peuvent créer les conditions propices à un meilleur développement des produits d'origine, en favorisant leur impact positif sur les aspects économiques, sociaux et environnementaux au cours des différentes étapes du cercle vertueux de la qualité.

Tout au long des différentes étapes du cercle de qualité liée à l'origine, les acteurs publics peuvent apporter leur soutien aux démarches SOQ :

- Information et sensibilisation des acteurs
- Soutien concret et appui aux démarches locales (réalisation d'études, aide à l'organisation collective des acteurs ...)
- Mise en place d'un cadre institutionnel et législatif favorable au développement des SOQ
- Communication sur les SOQ auprès des consommateurs
- Intégration des SOQ dans les politiques de développement rural

Cf. POWER POINT - *Module 7 : Rôles des politiques publiques*

7.1 Définitions officielles des SQO : AO et IG

7.2 Exemple du cadre législatif et réglementaire en Union Européenne

7.3 Cadre législatif et réglementaire en Tunisie

7.4 Système d'accréditation en Tunisie

7.5 La protection des IG et le droit des marques

7.1 Mise en place d'un cadre institutionnel et juridique

Dans le cadre de l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), les membres de l'OMC sont tenus de protéger les IG en tant que droits de propriété intellectuelle. Il existe différents moyens d'y parvenir et de nombreux pays ont développé leurs propres cadres réglementaires pour faire respecter ces droits. Les outils juridiques disponibles pour protéger une IG sont variés et peuvent être adaptés aux besoins et aux priorités des marchés concernés.

Deux approches peuvent être distinguées au niveau national :

- Approche publique » : dans le cas où les instances publiques émettent une loi sur la protection spécifique des IG (système *sui generis*). Cette approche consiste généralement à reconnaître officiellement les IG en garantissant le statut d'un sceau public de qualité, souvent via un logo officiel commun.
- Approche privée » : en utilisant les lois contre la concurrence déloyale, la contrefaçon et les lois sur les marques, la protection se base alors sur des actions issues du secteur privé.

7.1- Définitions officielles des SQO : AOC et IP

La Tunisie a récemment mis en place un cadre juridique et réglementaire permettant de reconnaître et protéger les SQO pour les produits agricoles, grâce à deux outils principaux : les indications de provenance et les appellations d'origine contrôlées. (cf. module 7.3).

Définitions en Tunisie :

Indication de Provenance (IP): désigne le nom du pays, d'une région naturelle ou parties de régions dont le produit tire sa particularité et sa renommée et où il est produit, transformé ou fabriqué.

Appellation d'origine contrôlée (AOC) : L'appellation d'origine est le nom d'un pays, d'une région naturelle ou parties des régions d'où provient tout produit et qui puise sa valeur et ses particularités par référence à son environnement géographique constitué d'éléments naturels et humains.

Les éléments naturels comprennent d'une façon générale le milieu géographique de provenance du produit avec ses particularités se rapportant au sol, à l'eau, à la couverture végétale et au climat.

Les éléments humains comprennent notamment les méthodes de production, de fabrication ou de transformation et les techniques spécifiques acquises par les producteurs ou les fabricants dans la région concernée.

Les méthodes de production doivent découler de traditions locales anciennes stables et notoires.

Remarque importante :

L'indication de provenance est généralement conçue comme indiquant uniquement la provenance géographique exacte d'un produit sans qu'une qualité particulière soit attribuée à cette origine géographique.

Actuellement, l'Indication de Provenance tunisienne correspond elle à une « Indication géographique » au sens européen et ADPIC, puisqu'elle s'attribue à des produits tirant leur spécificité de leur origine géographique. Dans la perspective d'une demande d'enregistrement dans le registre communautaire, les indications de provenance de la loi de 1999 devront solliciter leur enregistrement dans le registre des indications géographiques protégées. Elles seraient donc « indications de provenance » sur le territoire tunisien et « indication géographique » sur le territoire communautaire.

7.2- Exemple du cadre législatif et réglementaire en Union Européenne

L'Union européenne reconnaît également la légitimité des protections accordées aux productions agricoles et alimentaires qui tirent des qualités particulières de leur origine géographique.

Mise en place en 1970 pour les vins et en 1992 pour les produits autres que les vins, la réglementation de l'Union européenne en matière de reconnaissance et de protection des signes d'identification de la qualité et de l'origine des productions agricoles et alimentaires est aujourd'hui organisée autour de deux règlements de base :

- le règlement 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires (règlement reproduit en annexe) qui s'applique à l'ensemble des produits agricoles et alimentaires autres que ceux du secteur vitivinicole ;

- et le règlement 479/2008 du Conseil du 29 avril 2008 portant organisation commune du marché vitivinicole (règlement reproduit partiellement en annexe).

Ces deux règlements définissent deux instruments de reconnaissance : l'appellation d'origine protégée d'une part et l'indication géographique protégée d'autre part.

La protection des produits agricoles et alimentaires en application du règlement 510/2006

L'article 2.1.a) définit l'appellation d'origine comme « *Le nom d'une région, d'un lieu déterminé ou, dans des cas exceptionnels d'un pays, qui sert à désigner un produit agricole ou une denrée alimentaire :*

- *originaires de cette région, de ce lieu déterminé ou de ce pays, et*
- *dont la qualité ou les caractères **sont dus essentiellement ou exclusivement** au milieu géographique comprenant les facteurs naturels et humains, et*
- *dont la production **et** la transformation **et** l'élaboration ont lieu dans l'aire géographique délimitée »*

L'article 2.1.b) définit l'indication géographique comme « *Le nom d'une région, d'un lieu déterminé ou, dans des cas exceptionnels d'un pays, qui sert à désigner un produit agricole ou une denrée alimentaire :*

- *originaires de cette région, de ce lieu déterminé ou de ce pays, et*
- *dont une qualité déterminée, la réputation ou d'autres caractéristiques **peuvent être attribuée** à cette origine géographique, et*
- *dont la production **et/ou** la transformation ont lieu dans l'aire géographique délimitée »*

Des demandes de reconnaissance et de protection provenant de pays tiers peuvent être faites à l'Union Européenne et les SOQ inscrites dans le registre communautaire (en tant que IGP ou AOP) afin de bénéficier ainsi d'une protection sur l'ensemble du territoire communautaire dès lors qu'elles répondent aux conditions posées par les textes communautaires, notamment:

- correspondre à la définition européenne de l'AOP ou de l'IGP
- faire l'objet d'un cahier des charges
- avoir un système de contrôle spécifique,
- la demande doit être déposée par un Organisme de Défense et de Gestion (groupement de producteurs).

7.3- Cadre institutionnel et juridique en Tunisie

1- Objet

En application de son article 1^{er}, la loi 99-57 vise à protéger et valoriser les particularités et spécificités des productions agricoles. Elle prévoit à cet effet les conditions d'attribution, de contrôle et de protection de deux signes d'identification des productions qui tirent des caractéristiques particulières de leur origine géographique : l'appellation d'origine contrôlée d'une part et l'indication de provenance d'autre part.

L'article 17 de la loi prévoit qu'il s'agit là de signes collectifs accessibles à tous les exploitants qui remplissent les conditions prévues pour en bénéficier. L'article 18 précise quant à lui, qu'une fois reconnues, les appellations d'origine contrôlées et indications de provenance ne peuvent être prescrites et tomber dans le domaine public.

2- Champ d'application

Le champ d'application du dispositif est défini largement par l'article 1^{er} de la loi qui prévoit qu'elle s'applique « *aux produits agricoles et alimentaires naturels et transformés, qu'ils soient végétaux ou animaux* ».

Il permet ainsi de reconnaître sous l'un ou l'autre de ces signes une large panoplie de productions couvrant aussi bien des produits agricoles tels que la grenade de Gabès ou la pomme de Sbiba que des produits alimentaires issus de produits agricoles transformés comme l'huile d'olive ou encore la harissa.

Les vins entrent également dans ce dispositif et sont soumis au même régime juridique que les autres produits agricoles et alimentaires. L'article 37 de la loi de 1999 prévoit dans cette perspective l'intégration des appellations d'origine viticoles reconnues en application d'un décret du 8 janvier 1940 abrogé et remplacé par un décret du 10 janvier 1957 portant réglementation des appellations d'origine pour les vins, vins de liqueur et eaux de vie. Il dispose à cet effet que le décret du 10 janvier 1957 est abrogé mais que les textes pris pour son application restent en vigueur jusqu'à leur remplacement par dispositions adoptées en application de la nouvelle loi. Aucune disposition n'a, à ce jour, été adoptée pour assurer ce remplacement.

4- Conditions d'attribution

La reconnaissance d'une appellation d'origine contrôlée ou d'une indication de provenance dans le cadre de la loi de 1999 repose sur l'adoption d'arrêtés par le ministre chargé de l'agriculture et leur inscription dans un registre ad hoc sur décision de ce ministre (aire géographique et fixation des conditions de production).

L'article 5 de la loi de 1999 prévoit qu'un arrêté du ministre chargé de l'agriculture fixe la délimitation de l'aire géographique de chaque appellation d'origine ou indication de provenance et « *ses méthodes* » ainsi que la nature du produit et les caractéristiques qu'il doit comporter. Au terme de l'article 6, la procédure de délimitation est mise en œuvre à la demande « *du ou des producteurs concernés ou des organismes dont ils dépendent* ». La demande de délimitation ainsi présentée est soumise à une commission ad hoc dénommée « commission technique consultative des appellations d'origine contrôlée et des indications de provenance » dont les missions sont précisées à l'article 7. Il y est prévu que cette commission doit notamment examiner les demandes de délimitation et émettre l'avis sur la création des aires des appellations d'origine et des indications de provenance. L'article 8 précise que « l'autorité compétente », à savoir les services de la production agricole et animale relevant du ministère de l'agriculture¹, est tenue d'émettre son avis sur cette demande dans un délai de 6 mois à compter de la date de sa réception. Dans l'hypothèse où l'avis est favorable, le ministre de l'agriculture publie un arrêté qui, conformément à l'article 5, « *fixe*

¹ L'article 4 de la loi de 1999 désigne de façon générale les services de la production agricole et animale relevant du ministère de l'agriculture comme étant l'autorité compétente dans le cadre de cette loi et des textes pris pour son application.

particulièrement l'aire géographique de production et ses méthodes » ainsi que « la nature du produit et les caractéristiques qu'il doit comporter pour bénéficier de l'appellation d'origine contrôlée ou de l'indication de provenance ».

Rôle et fonctionnement de la commission technique consultative

Une commission technique consultative des appellations d'origine contrôlées et des indications de provenance est instituée. Son rôle est prévu à l'article 7 de la loi qui dispose qu'elle est notamment chargée :

- d'examiner les demandes de délimitation géographique des appellations d'origine et indications de provenance et d'émettre un avis sur ces demandes ;
- d'émettre des propositions en matière de valorisation et de sauvegarde des particularités des produits agricoles ;
- et d'émettre un avis sur la désignation des organismes de contrôle des appellations d'origine et indications de provenance.

L'article 12 de la loi énonce par ailleurs qu'elle est chargée d'émettre un avis sur les demandes tendant au bénéfice d'une appellation d'origine ou d'une indication de provenance et qu'elle doit, dans ce cadre se prononcer sur le contenu des cahiers des charges accompagnant les demandes.

L'article 2 du décret n° 2008-1003 du 7 avril 2008 fixant la forme du registre officiel des appellations d'origine contrôlée et des indications de provenance des produits agricoles et les modalités d'inscription énonce à cet égard que la commission procède à une vérification de l'adéquation des conditions de productions contenues dans le cahier des charges présenté avec celles contenues dans le cahier des charges type et à la vérification de toutes les conditions relatives à l'appellation d'origine contrôlée ou à l'indication de provenance et qu'elle élabore un rapport à cet effet.

Les conditions de fonctionnement de la commission consultative sont précisées par le décret n° 2000-2389 du 17 décembre 2000, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission technique consultative des appellations d'origine contrôlée et des indications de provenance, modifié par le décret n° 2005-981 du 24 mars 2005 en ce qui concerne sa composition. La présidence et le secrétariat de cette commission sont assurés par la direction de la production agricole du ministère de l'agriculture en tant qu'autorité compétente en application de l'article 4 de la loi.

La commission est composée de représentants des différents ministères intéressés :

- agriculture (le directeur de la production agricole, un représentant de la direction générale de la protection et du contrôle de la qualité des produits agricoles, un représentant de l'institution de la recherche et de l'enseignement supérieur agricole, un représentant de la direction générale des services vétérinaires) ;
- commerce et artisanat ;
- industrie, énergie, petites et moyennes entreprises ;
- intérieur et développement local ;
- culture et sauvegarde du patrimoine ;
- environnement et développement durable ;

Y sont adjoints :

- un représentant de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche ;
- un représentant de l'institut national de la normalisation et de la propriété industrielle ;
- un représentant du conseil national d'accréditation ;
- un représentant de l'organisation de défenses des consommateurs ;
- représentant de l'office national de l'huile ;
- un représentant de l'agence de promotion des investissements agricoles ;
- un représentant du groupement interprofessionnel concerné par la demande examinée ;
- un représentant du centre technique concerné par la demande examinée.

Par ailleurs, en application du décret 2005-981, le président de la commission peut faire appel à des expertises extérieures.

Consultation publique

La procédure de reconnaissance des appellations d'origine et indications de provenance mise en place par la loi de 1999, comporte une dernière étape d'organisation d'une consultation publique sur la demande de reconnaissance approuvée par la commission consultative. Dans ce cadre, la demande de reconnaissance comprenant les nom et adresse du demandeur, le nom du produit, sa zone géographique de production et ses conditions de production, fait l'objet d'une publication au journal officiel de la République Tunisienne. Cette publication ouvre un délai d'opposition de 6 mois.

Inscription au registre

Lorsque la demande de reconnaissance d'une appellation d'origine contrôlée ou d'une indication de provenance a fait l'objet d'un avis favorable de la commission consultative et qu'elle n'a pas fait l'objet d'une opposition dans le délai de 6 mois imparti à cet effet, l'article 14 de la loi de 1999 prévoit que le ministre de l'agriculture ordonne son enregistrement au registre officiel des appellations d'origine contrôlées et des indications de provenance.

Le décret n° 2008-1003 du 7 avril 2008 fixant la forme du registre officiel des appellations d'origine contrôlée et des indications de provenance des produits agricoles et les modalités d'inscription précise que le registre est tenu par la direction générale de la production agricole (article 5).

Deux modèles de fiche d'enregistrement y sont annexés pour les appellations d'origine contrôlée d'une part et pour les indications de provenance d'autre part. Les indications à y reporter sont identiques en dépit des différences posées par la loi entre ces deux signes. Chaque fiche d'enregistrement récapitule les principaux éléments suivants :

- le nom du produit,
- les coordonnées du demandeur,
- les caractéristiques du produit,
- la délimitation et les spécificités de sa zone géographique de production,
- ses conditions de traçabilité,
- ses conditions de production et, le cas échéant, de transformation,
- ses conditions de certification et le ou les organismes chargés du contrôle et de la certification,
- ses conditions spécifiques d'étiquetage.

Publication

L'article 15 de la loi de 1999, prévoit ensuite que « *le ministre chargé de l'agriculture publie les appellations d'origine contrôlée et les indications de provenance au journal officiel de la République Tunisienne* ».

Principaux textes du dispositif législatif et réglementaire Tunisien

- Loi n° 99-57 du 28 juin 1999, relative aux appellations d'origine contrôlée et aux indications de provenance des produits agricoles. (JORT du 6 juillet 1999)
- Décret n° 2000-2389 du 17 octobre 2000, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission technique consultative des AOC et des IP des produits agricoles. Modifié par le décret 2005-981 du 25 mars 2005 portant modification du décret n° 2000-2389 du 17 octobre 2000, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission technique consultative des appellations d'origine contrôlée et des indications de provenance (JORT du 1er avril 2005)
- Décret n° 2008-827 du 24 mars 2008, fixant le montant et les modalités de perception et d'utilisation de la contribution pour bénéficier d'une AOC ou d'une IP d'un produit agricole. (JORT du 1er avril 2008)
- Décret n° 2008-827 du 24 mars 2008, fixant le montant et les modalités de perception et d'utilisation de la contribution pour bénéficier d'une appellation d'origine contrôlée ou d'une indication de provenance d'un produit agricole
- Décret n° 2008-1003 du 7 avril 2008, fixant la forme du registre officiel des appellations d'origine contrôlée et des indications de provenance des produits agricoles et les modalités d'inscription (JORT 15 avril 2008)
- Décret n° 2008-1859 du 13 mai 2008, fixant la composition de l'organisme de contrôle et de certification des appellations d'origine contrôlée et des indications de provenance des produits agricoles et les conditions de sa désignation (JORT du 20 mai 2008)

7.4 Système de certification et d'accréditation en Tunisie pour le contrôle du respect du cahier des charges

La certification est une procédure par laquelle une tierce partie, l'organisme certificateur, donne une assurance écrite qu'un système d'organisation, un processus, une personne, un produit ou un service est conforme à des exigences spécifiées dans une norme ou un référentiel.

L'accréditation signifie qu'un organisme de certification a été officiellement approuvé par un organisme national d'accréditation comme étant compétent pour effectuer la certification dans des secteurs économiques spécifiés. Les organismes de certification choisissent l'accréditation pour prouver la confirmation de l'indépendance et la qualité de leur compétence.

Modalités de contrôle

Les modalités de contrôle du respect des conditions de production propres à chaque appellation d'origine ou indication de provenance reconnue sont prévues aux articles 22 à 27 de la loi de 1999. En application de ces dispositions, « *les appellations d'origine contrôlée et*

les indications de provenance sont soumises au contrôle technique de l'autorité compétente » (i.e : de la Direction générale de la production agricole du ministère de l'agriculture en application de l'article 4) en vue « *d'assurer que les produits portant l'appellation d'origine contrôlée ou l'indication de provenance répondent aux conditions prévues par le cahier des charges visé à l'article 10 »* (article 22).

Certaines dispositions organisent par ailleurs un contrôle par un organisme tiers sous la supervision de la Direction générale de la production agricole du ministère de l'agriculture. L'article 23 introduit l'exigence d'un contrôle par un organisme spécifique de certification en prévoyant que « *sous réserve des dispositions particulières à l'établissement d'un système national d'accréditation des organismes de conformité* », « *un organisme de contrôle technique et de certification* » doit être désigné pour chaque appellation d'origine ou indication de provenance. L'article 24 précise que cet organisme atteste la conformité des produits au cahier des charges visé à l'article 10 par une déclaration qu'il remet au producteur, fabricant, transformateur ou commerçant du produit concerné.

En application du décret 2008-1859 du 13 mai 2008 fixant la composition de l'organisme de contrôle et de certification des appellations d'origine contrôlée et des indications de provenance des produits agricoles et les conditions de sa désignation, cet organisme est désigné par le ministre de l'agriculture sur avis de la commission technique consultative (article 3).

Les exigences auxquelles doivent répondre cet organisme sont précisées aux articles 2 et 3 du décret 2008-1859 (voir point suivant).

Exigences applicables à l'organisme de contrôle et de certification

La Tunisie a mis en place, depuis 1994, un système d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité dans le cadre de la loi n° 94-70 du 20 juin 1994 modifiée et complétée en 2005², portant institution d'un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et de ses décrets d'application³. Depuis 2005, elle a créé à cet effet un Conseil national d'accréditation sous la tutelle du ministre chargé de l'industrie. En application de l'article 2 de cette loi, l'accréditation des organismes de contrôle sur la base de ces dispositions est volontaire sauf si elle a été requise pour l'exercice de certaines activités fixées par décret.

La loi de 1999 et ses textes d'application n'imposent pas l'accréditation des organismes de certification et de contrôle du respect du cahier des charges des appellations d'origine et indications de provenance dans le cadre des dispositions de la loi de 1994. Leur supervision est organisée par la loi de 1999 et le décret 2008-1859 qui prévoient un contrôle a priori de la compétence de l'organisme de contrôle par le ministre de l'agriculture à qui il incombe de procéder à sa désignation sur avis de la commission technique consultative.

² Loi n° 2005-92 du 3 octobre 2005, modifiant et complétant la loi n° 94-70 du 24 juin 1994, portant institution d'un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

³ Décret n° 2006-1210 du 24 avril 2006, portant organisation administrative et financière du conseil national d'accréditation et fixant les modalités de son fonctionnement et décret n° 2006-1340 du 8 mai 2006, fixant les critères et les procédures d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et la composition du comité d'arbitrage et de son fonctionnement.

Pour bénéficier de cette désignation, l'organisme candidat doit attester qu'il dispose de tous les moyens humains, financiers et matériels ainsi que l'expérience et la fiabilité nécessaires à la vérification du respect du cahier des charges de l'appellation d'origine ou de l'indication de provenance (article 25 de la loi et article 3 du décret). Il doit comprendre une instance dirigeante, un comité de certification, un responsable de certification et des inspecteurs opérant dans le cadre d'un organigramme montrant clairement la répartition des responsabilités et la structure hiérarchique de l'organisme et, en particulier, les fonctions d'administration, d'inspection, d'essais et de certification (article 2 du décret). Son indépendance, son impartialité, sa compétence et son objectivité à l'égard des opérateurs soumis à sa certification doivent être établis (article 3 du décret). Il doit également démontrer sa capacité à maîtriser et actualiser la documentation relative à la certification et la circulation de l'information au niveau de l'organisme, de ses agences et de ses opérateurs (article 3 du décret). Il doit disposer d'un système d'enregistrement décrivant les modalités selon lesquelles chaque procédure de certification a été appliquée, y compris les rapports d'essais et l'inscription et la sauvegarde de ces registres en toute sécurité (article 3 du décret).

Outre ces exigences générales, l'organisme de contrôle et de certification ne peut être désigné que sur présentation d'un « *plan-type de contrôle qui contient une description détaillée des mesures de contrôle et de précaution que l'organisme s'engage à imposer aux opérateurs soumis à son contrôle* » (article 3 du décret). Sa désignation est finalement conditionnée par la réalisation d'un « manuel qualité » comprenant une déclaration exprimant la politique de qualité, une description de sa nature juridique et de son organisation (article 3 du décret).

Cette vérification a priori de la capacité de l'organisme de contrôle et de certification à assurer les tâches qui lui sont confiées de manière conséquente et fiable qui conditionne son habilitation à procéder au contrôle du cahier des charges d'une appellation d'origine ou d'une indication de provenance est complétée par un contrôle de son activité. En cas de non respect de ses engagements ou s'il ne répond plus aux conditions requises pour sa désignation, les attributions de contrôle et de certification lui sont retirées par le ministre chargé de l'agriculture sur proposition de la commission technique consultative (article 25 de la loi et article 5 du décret).

Textes relatifs à l'accréditation des organismes certificateurs

- Loi n° 94-70 du 24 juin 1994, portant institution d'un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité (JORT du 24 juin 1994) ; Modifiée par la loi n° 2005-92 du 3 octobre 2005, modifiant et complétant la loi n° 94-70 du 24 juin 1994, portant institution d'un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité (JORT du 4 octobre 2005)
- Décret n° 2006-1210 du 24 avril 2006, portant organisation administrative et financière du conseil national d'accréditation et fixant les modalités de son fonctionnement (JORT du 2 mai 2006)
- Décret n° 2006-1340 du 8 mai 2006, fixant les critères et les procédures d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et la composition du comité d'arbitrage et son fonctionnement (JORT du 16 mai 2006)

7.5 La protection des IG et le droit des marques

Les IG sont généralement protégées par un droit spécifique (*système sui generis*) mais peuvent aussi être protégées par les lois sur les marques, sous la forme d'une marque commerciale, d'une marque de certification ou d'une marque collective, selon les catégories existant dans les pays.

Une marque commerciale est un signe distinctif utilisé par une société pour s'identifier et permettre à ses clients d'identifier ses produits ou services. Ce type de propriété intellectuelle implique un nom, un mot, une phrase, un logo, un symbole, un design, une image ou une association de ces éléments. Les marques commerciales ne font pas référence à des termes génériques, ni exclusivement à des noms géographiques, et ne peuvent apporter de protection contre les utilisations de termes comme « genre », « type », associés à une origine géographique. L'enregistrement d'une marque est basé sur une action privée, à la charge de son propriétaire. Il fait l'objet de frais d'enregistrement et sa protection a une durée limitée qui nécessite ensuite des renouvellements. Une marque a une valeur commerciale et peut donc se vendre ou s'échanger.

En général les spécifications devant être établies pour enregistrer une marque collective ou de certification ne décrivent pas forcément les liens entre les ressources locales et la qualité du produit, ni ne fournissent un système de garantie systématiquement.

Glossaire

Accréditation

L'accréditation signifie qu'un organisme de certification a été officiellement approuvé par un organisme national d'accréditation comme étant compétent pour effectuer la certification dans des secteurs économiques spécifiés. Les organismes de certification choisissent l'accréditation pour prouver la confirmation de l'indépendance et la qualité de leur compétence.

Appellation d'origine

C'est la dénomination géographique d'une région, d'un lieu déterminé ou, dans certains cas exceptionnels, d'un pays, servant à désigner un produit qui en est originaire et dont la qualité, la réputation ou les autres caractéristiques sont dues exclusivement ou essentiellement au milieu géographique, comprenant des facteurs humains et des facteurs naturels, et dont la production, la transformation et l'élaboration ont lieu dans l'aire géographique délimitée (Arrangement de Lisbonne).

Assurance Qualité

Un ensemble d'activités mises en oeuvre dans le cadre d'un « système qualité », dont l'objectif est de démontrer la maîtrise de la qualité compte tenu des points critiques identifiés, pour assurer qu'un bien ou service répond à toutes les exigences de qualité, et susciter un certain niveau de confiance des consommateurs comme des gestionnaires

Cahier des charges (CdC)

Document qui décrit les attributs spécifiques du produit IG en lien avec son origine géographique, au travers de la description du produit et de son mode d'obtention, fournissant les exigences en termes de modes de production mais aussi de transformation, conditionnement, étiquetage, etc. Toute personne utilisant l'IG devra respecter les dispositions de ce Cahier des Charges. Le Cahier des Charges résulte du consensus obtenu par les acteurs de la filière concernée par l'IG.

Certification

La certification des produits agricoles et des denrées alimentaires est une procédure qui permet d'attester, dans les conditions d'impartialité et d'indépendance, la conformité d'un produit à un ensemble de caractéristiques préalablement fixées dans un cahier des charges, conformément aux lois en vigueur. La certification des produits alimentaires peut, le cas échéant, se baser sur un ensemble d'activités: inspections sur site, audit de systèmes d'assurance qualité, examen des produits finis. Elle peut s'appliquer aux labels agricoles, aux indications géographiques, aux appellations d'origine ou au mode de production biologique.

Droits de propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle sont les droits conférés à l'individu par une création intellectuelle. Ils donnent généralement au créateur un droit exclusif sur l'utilisation de sa création pendant une certaine période. La propriété intellectuelle a pour objet de protéger et de permettre la valorisation des inventions, des innovations et des créations.

On distingue traditionnellement :

- la propriété industrielle, qui comprend les brevets, les certificats d'obtention végétale, les topographies de semi-conducteurs, les marques, les dessins et modèles, et les indications géographiques,
- la propriété littéraire et artistique : droit d'auteur et droits connexes (droits des artistes interprètes ou exécutants sur leurs prestations, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion sur leurs émissions de radio et de télévision).

Le savoir-faire n'est pas au sens strict un droit de propriété intellectuelle, mais l'accord ADPIC de l'OMC (article 39) lui reconnaît le principe d'une protection. Les secteurs de la propriété intellectuelle couverts par l'ADPIC sont les suivants: droit d'auteur et droits connexes (c'est-à-dire droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion); marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service; indications géographiques, y compris les appellations d'origine; dessins et modèles industriels; brevets, y compris la protection des obtentions végétales; schémas de configuration de circuits intégrés; et renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les données résultant d'essais.

Indication de source

Toute expression ou signe utilisé pour indiquer que le produit ou le service provient du pays, de la région ou d'une place spécifique, sans aucun élément de qualité ou de réputation (Accord de Madrid 1891, Art. 1.1; Convention de Paris, 1883).

Indication géographique

C'est la dénomination servant à identifier un produit comme étant originaire d'un territoire, d'une région ou d'une localité, lorsqu'une qualité, une réputation ou toute autre caractéristique déterminée dudit produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique et que la production et/ou la transformation et/ou l'élaboration ont lieu dans l'aire géographique délimitée (ADPIC).

Marque

Une marque est un signe utilisé par une entreprise à titre individuel et pour son usage exclusif pour distinguer ses produits des produits similaires mis sur le marché par d'autres entrepreneurs qui deviennent ses concurrents. Toute personne physique ou morale peut déposer une marque.

La marque, protégée par la législation sur la propriété industrielle donne à son propriétaire (contre rémunération à l'organisme de protection national ou international auprès duquel elle est inscrite) le droit d'empêcher des tiers d'utiliser le même nom pour un produit similaire.

La marque est souvent constituée d'un nom ou d'un élément fantaisie ou arbitraire. Généralement une marque ne peut pas protéger un terme géographique, considéré comme descriptif. Cependant selon les législations des pays, les marques collectives ou de certification peuvent introduire une indication géographique.

Une marque peut avoir deux dimensions (verbale, figurative ou les deux), trois dimensions ou constituer une marque sonore.

La protection par une marque collective (ou de certification) peut être complémentaire de la protection du nom géographique par l'AO ou IG, par exemple pour protéger la dimension figurative du logo collectif utilisé par les producteurs de produits certifiés.

Organisme Certificateur / Organisme de certification

C'est un organisme public ou privé (selon les pays) chargé de la certification et agréé par l'autorité administrative pour délivrer soit des labels, soit des certificats de conformité, soit

des certificats de respect de mode de production biologique, soit plusieurs de ces certifications.

Plan de contrôle

Le plan de contrôle est un document qui spécifie la manière dont les règles stipulées dans le CdC doivent être vérifiées. Il s'agit d'un outil de gestion identifiant les points de contrôle qui sont les points critiques du processus de production et les moyens qui doivent être mis en œuvre pour vérifier leur conformité aux exigences du CdC.

Qualité

Selon la norme ISO 9000-2000 : la qualité est l'ensemble des propriétés et caractéristiques d'un produit, d'un processus ou d'un service qui lui confèrent son aptitude à satisfaire des besoins implicites ou explicites.

Qualité générique

La qualité générique correspond à un niveau minimum de qualité que les aliments doivent respecter pour être mis sur le marché. Elle renvoie à l'absence de défaut et la présence de propriétés attendues afin d'assurer la protection de la santé des consommateurs et les pratiques loyales sur les marchés.

Qualité spécifique

La qualité spécifique correspond à une démarche supplémentaire et volontaire visant la valorisation des caractéristiques spécifiques du produit qui peuvent être liées à son origine géographique, sa composition, ses méthodes de production ou sa commercialisation, permettant ainsi de différencier le produit par rapport au produit courant se trouvant sur le marché. Ces caractéristiques renvoient souvent à des attentes sociales croissantes, tels que la préservation de l'environnement, des échanges plus justes et la valorisation d'un patrimoine. Elles peuvent également correspondre à un certain attachement à des pratiques traditionnelles ou à un territoire de production possédant des ressources particulières.

Réputation

La réputation fait référence à la notoriété acquise par le produit sur le marché et dans la société. Elle est le résultat de l'histoire de sa consommation et des traditions.

Au sens général, le terme "réputation" exprime les capacités et/ou les qualités de quelqu'un ou de quelque chose. En termes d'échange commercial, la réputation reflète la renommée et/ou la reconnaissance de l'entreprise et/ou de son produit. Dans le cas des produits d'origine ou de terroir, la réputation est un facteur qui pourrait générer une rente de prix sur la base des traditions et de l'excellence du produit.

Système de garantie

Un système de garantie décrit les mécanismes existants ou mis en œuvre pour s'assurer de l'existence de certains attributs et du respect de certaines spécifications tels que mentionnés dans le CdC (critères évaluables et points critiques, plan de contrôle (qui, quand, par qui, type de sanction), documentation (attestation) et information.

Terroir

Un terroir est un espace géographique délimité où une communauté humaine a construit au cours de son histoire un savoir intellectuel collectif de production, fondé sur un système d'interactions entre un milieu physique et biologique, et un ensemble de facteurs humains.

Les savoir-faire mis en jeu révèlent une originalité, confèrent une typicité et engendrent une réputation pour un produit originaire de ce terroir.

Traçabilité

Par traçabilité du produit on entend le système permettant de suivre le produit de la production jusqu'à la commercialisation. L'Organisation internationale de normalisation (ISO) définit la traçabilité comme l'« aptitude à retrouver l'historique, la mise en œuvre ou l'emplacement de ce qui est examiné ».

Le cahier des charges définit une zone et, selon la définition de l'AOP ou de l'IGP, il faudra apporter les preuves qui garantissent que les différentes phases de production, transformation et élaboration ont lieu dans cette zone:

- pour les animaux (viande): le lieu d'élevage, d'abattage et la découpe.
- pour les végétaux: le lieu de culture, de stockage et de conditionnement.
- pour les produits transformés: la provenance des matières premières (répartition entre celles provenant de la zone et hors de la zone) et le lieu de transformation.
- pour l'élaboration: le lieu d'élaboration.

Typicité

La typicité d'un produit agricole ou alimentaire est une caractéristique appartenant à une catégorie de produits qui peut être reconnue par des experts, sur la base des attributs spécifiques communs à ces produits. La typicité exprime la possibilité de distinguer le produit des autres produits similaires ou comparables. Elle fonde donc l'identité du produit. La typicité comprend un degré de variabilité interne au type de produit, mais qui ne remet pas en cause son identité. Les propriétés types sont décrites par un ensemble de caractéristiques (techniques, sociales, culturelles) identifiées et définies par un groupe de personnes faisant référence, et qui s'appuient sur des savoir partagés entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire: les producteurs de matières premières, les transformateurs, les régulateurs et les consommateurs.

ANNEXES

Fiche récapitulation des notions clefs

Séminaire régional d'information sur les Signes de Qualité Liés à l'Origine en Tunisie: indications géographiques et appellations d'origine.

Les Signes de Qualité liés à l'Origine (SQO): indications géographiques et appellations d'origine.

Les SQO sont des signes distinctifs qui associent les produits de qualité et de renommée à leur lieu de production et qui permettent ainsi à identifier et à différencier ces produits sur le marché. La condition fondamentale est que la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques spécifiques du produit soient liées à son origine géographique, en vertu par exemple du climat, du savoir-faire ou d'autres connaissances profondément enracinées dans un territoire donné.

Indication géographique (Article 22.1 de l'accord sur les ADPIC): *indications qui servent à identifier un produit comme étant originaire d'un territoire d'un membre (de l'OMC) ou d'une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique.*

Indication de Provenance (Loi tunisienne): *désigne le nom du pays, d'une région naturelle ou parties de régions dont le produit tire sa particularité et sa renommée et où il est produit, transformé ou fabriqué.*

Appellation d'origine (Arrangement de Lisbonne): *appellation d'origine, au sens du présent Arrangement, la dénomination géographique d'un pays, d'une région ou d'une localité servant à désigner un produit qui en est originaire et dont la qualité ou les caractères sont dus exclusivement ou essentiellement au milieu géographique, comprenant les facteurs naturels et les facteurs humains. L'AO est donc une catégorie plus restreinte d'IG au sens de la définition ADPIC.*

Appellation d'origine contrôlée (Loi tunisienne): *nom du pays, d'une région naturelle ou parties de régions d'où provient tout produit et qui puise sa valeur et ses particularités par référence à son environnement géographique constitué d'éléments naturels et humains.*

Qualité, caractéristiques et réputation

La qualité spécifique liée à l'origine géographique d'un produit peut être définie d'un point de vue nutritionnel, gustatif, visuel, symbolique, etc. en relation avec son origine et mode de production: ses caractéristiques sont spécifiques du territoire où il est produit, en relation avec son histoire, les matières premières, les pratiques de production et de transformation, les traditions locales. Le concept de réputation se réfère à la notoriété acquise par un produit sur le marché et dans la société. La réputation résulte d'habitudes et traditions de consommation qui se construisent au cours du temps.

Le cahier des charges

Le cahier des charges est l'élément clef pour définir et faire reconnaître la qualité, les caractéristiques et la réputation d'un produit IG : il permet de définir des règles de production communes à tous les producteurs de l'IG garantissant la qualité et la spécificité du produit IG. Il est donc important que ce cahier des charges soit défini collectivement avec tous les producteurs concernés. Le cahier des charges comprend:

- le nom du produit
- la description détaillée du produit (physique, chimique, organoleptique...)

- la description de la méthode d'obtention du produit
- la délimitation de l'aire géographique
- les éléments prouvant que le produit est originaire de l'aire géographique délimitée
- les éléments justifiant le lien entre la qualité, la réputation ou une autre caractéristique du produit et le milieu géographique,
- le nom et l'adresse des autorités ou organismes vérifiant le respect des dispositions du cahier des charges, ainsi que leur mission précise
- toute règle spécifique d'étiquetage pour le produit en question.

Lors de l'élaboration du cahier des charges, il est nécessaire de prévoir aussi un plan de contrôle qui permettra par la suite de contrôler la conformité des pratiques des producteurs avec le cahier des charges et ainsi d'offrir une garantie aux consommateurs.

La zone géographique

La délimitation de la zone géographique est une étape fondamentale : seuls les producteurs de cette zone respectant le cahier des charges peuvent utiliser l'IG. Cette délimitation doit être argumentée par le fait qu'elle confère la qualité, caractéristiques ou réputation du produit au travers un ensemble de facteurs locaux (facteurs pédoclimatiques, physiques et naturels, savoir-faire localisés, histoire locale ayant construit une réputation, en somme : le « terroir »). La délimitation n'est donc pas forcément une limite administrative. L'essentiel est que ces caractéristiques permettent de différencier la zone de l'IG des zones adjacentes, afin de créer une identité.

La notion de "terroir"

Un terroir est un espace géographique délimité où une communauté humaine a construit au cours de son histoire un savoir intellectuel collectif de production, fondé sur un système d'interactions entre un milieu physique et biologique, et un ensemble de facteurs humains. Les savoir-faire mis en jeu révèlent une originalité, confèrent une typicité et engendrent une réputation pour un produit originaire de ce terroir.

Pour en savoir plus :

Le site de la FAO sur la qualité liée à l'origine, avec le guide méthodologique « Territoires, produits et acteurs locaux : des liens de qualité. Guide pour promouvoir la qualité liée à l'origine et des indications géographiques durables. » FAO-Sinergi – 2010.

<http://www.foodquality-origin.org/index.html>

Le site de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle fournit la documentation relative aux règles internationales sur les IG et AO: http://www.wipo.int/geo_indications/fr/

La réglementation européenne des IGP et AOP: http://ec.europa.eu/agriculture/quality/index_fr.htm

Les signes de qualité en France: <http://www.inao.gouv.fr/>

Le site d'ORIGIN (Organisation pour un réseau international sur les Indications Géographiques): www.origin-gi.com

Sur la notion de terroir, on peut visiter: <http://terroirsetcultures.frmfrpaca-lr.eu/spip.php?article74>

Un exemple d'indication géographique au Maroc (cahier des charges, organisation des producteurs etc.), l'huile d'Argan : <http://www.argane-igp.org/>

En Tunisie

Ministère de l'Agriculture Direction Générale de la Production Agricole 30 rue Alain Savary Belvédère - TUNIS